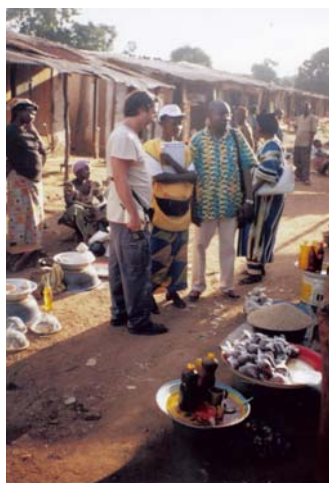


Comment promouvoir les services d'épargne dans un environnement d'après-conflit : L'action du PNUD et de l'UCACEC en République Centrafricaine



Le programme de microfinance du PNUD en République centrafricaine (RCA) assure la promotion et le renforcement des capacités de l'industrie de la microfinance. Il fonctionne au niveau « macro » (Stratégie nationale de microfinance), au niveau « meso » (avec la Cellule nationale pour la microfinance par exemple) et au niveau « micro », en offrant une assistance technique et financière aux IMF de façon individuelle. Nous présentons ici un entretien avec Davide Stefanini, Coordonnateur de la microfinance pour le PNUD en République centrafricaine : il explique le soutien du programme à l'UCACEC, un nouveau réseau de mutuelles de crédit. Monsieur Modeste Gbaoui, directeur de l'UCACEC, se joint à la discussion pour présenter KELEMBA, un nouveau produit qui a permis à l'UCACEC de mobiliser, en tout juste sept mois, 195 000 \$US en épargne auprès de 6 500 adhérents malgré les difficultés rencontrées au sein d'un environnement d'après-conflit.

1. Pourquoi pensez-vous que l'épargne est importante pour les pauvres ?

Davide : L'épargne représente « l'avenir » d'un pays et de ses habitants. L'épargne est synonyme d'assurance, d'investissements, de réduction du risque et de sécurité pour bon nombre de ménages à travers le monde, notamment pour les pauvres qui sont économiquement actifs. Mais cette épargne doit être mobilisée à travers des services financiers adaptés (micro épargne, micro assurance). Les services d'épargne offrent à ces populations un moyen réel de conserver leur argent en sécurité tout en fournissant des ressources financières aux IMF à un coût réduit.

Toutefois, le simple fait que ces services financiers sont disponibles ne garantit pas forcément qu'ils soient vraiment utilisés. Il est également important de créer la confiance et d'établir une proximité entre ces services et les populations concernées en vue de promouvoir une « culture d'épargne ». Pour offrir un service d'épargne réellement intéressant, il est nécessaire de conjuguer proximité, rentabilité, sécurité et bonne gouvernance. C'est un véritable défi à relever.

2. Que répondriez-vous si quelqu'un disait que les habitants de la RCA sont trop pauvres pour épargner ?

Davide : Je lui répondrais de s'attendre à une surprise. Il est très difficile de trouver des gens qui n'épargnent absolument pas, ne serait-ce qu'un montant minuscule. Nombre d'études sur le marché financier informel (AREC : associations rotatives d'épargne et de crédit, tontines, etc.) montrent que « les gens pauvres » épargnent ! D'après une enquête nationale effectuée récemment en RCA (où plus de 70% de la population vit en dessous du « seuil de pauvreté »), 50 % de la population participe à une AREC ou « tontine ». Pour les femmes, ce pourcentage atteint 71%. Les contributions journalières s'échelonnent entre 50 et 400 FCFA (de 0,1 à 0,8 dollar US) pour plus de 50 % des participants aux AREC. Comme c'est le cas dans de nombreux pays, l'épargne existe mais elle se dissimule au sein du système financier informel.

Modeste : Inspiré par les pratiques d'épargne informelles des tontines qui fonctionnaient déjà, et avec le soutien technique du PNUD, l'UCACEC a conçu et lancé deux nouveaux produits

financiers intitulés KELEMBA Épargne et KELEMBA Crédit. Le mot 'KELEMBA' désigne une tontine dans notre langue locale. La réponse de la clientèle à ces produits a été extrêmement favorable ! Notre expérience démontre que les Centrafricains pratiquent l'épargne. Je me souviens qu'à Bossangoa, ville qui avait énormément souffert du fait des événements politiques et militaires, mais où les femmes font preuve d'un grand dynamisme, nous avons enregistré 120 adhésions en une seule journée. Nous avons même été à court de brochures de présentation de KELEMBA !

Entre mai et novembre 2006, nous avons recueilli en tout 2 900 adhésions pour le produit d'épargne KELEMBA. Les huit caisses populaires qui ont lancé ces produits mobilisent environ 14 millions de FCFA (27 000 \$US) chaque mois. En moyenne, les cotisations journalières se montent à 175 FCFA (0,35 \$US). Les crédits KELEMBA connaissent également le succès. Au 30 septembre 2006, 317 prêts avaient été accordés, pour un montant total de 9 565 000 FCFA (18 572 \$US). Trente-quatre pour cent des emprunteurs provenaient des régions rurales. Un montant supplémentaire de 4 095 000 FCFA (8 190 \$US) a déjà été remboursé. Le taux de remboursement est de 94,9 %



3. De quelle façon un environnement d'après-conflit influence-t-il l'offre de services de microfinance ?

Davide : La RCA sort d'une très longue période d'instabilité politico-militaire. Les crises perpétuelles ont fortement affecté les activités de microfinance. Au nombre des effets les plus dévastateurs figurent la destruction de bâtiments, le vol de l'épargne, etc. Les conséquences les plus importantes sont intervenues sur le plan social : il s'agit de l'affaiblissement du capital social ainsi que de la perte de confiance entre les personnes et envers les institutions (y compris les IMF).

La plupart des modèles de microfinance procèdent d'une approche communautaire, telles que les caisses populaires, les caisses villageoises et les coopératives. Pour la microfinance, les principes d'adhésion, d'assistance mutuelle, de participation, de réciprocité et de confiance constituent des facteurs clés. Les effets de la guerre et de l'instabilité peuvent sérieusement porter atteinte aux facteurs de réussite de la microfinance. Il faut du temps et des efforts pour reconstruire et rétablir ces conditions sociales.

En plus du préjudice social, la RCA souffre également d'un manque d'infrastructures. Les routes, les équipements de télécommunication, les entreprises ainsi que le capital physique ont tous subi des dégâts et cela a une incidence sur les activités de microfinance.

Toutefois, il est également important de souligner qu'il est nécessaire, après une crise, de procéder de façon prioritaire à la reconstruction des microentreprises et des entreprises moyennes, ainsi qu'au rétablissement des projets d'investissement. Le développement d'un secteur de la microfinance après un conflit offre à la population l'occasion de redémarrer une entreprise, de promouvoir le commerce aux niveaux national et international, de transférer des

fonds, de réparer les systèmes de protection sociale, de minimiser les risques, et d'améliorer, d'une manière générale, les conditions de vie (épargne, micro assurance). Ainsi, la microfinance est-elle un secteur stratégique pour la reconstruction, comme l'attestent d'autres pays ayant connu des conflits (Cambodge, Mozambique, Angola, Burundi)

Modeste : La RCA vient de sortir d'une longue période de crise durant laquelle la population a perdu une grande partie de ses biens et, notamment une partie de la confiance et de l'espoir en l'avenir. En outre, on constate une prévalence nouvelle de mauvaises habitudes en matière de remboursement des crédits. Il est dommage que l'on ait pris l'habitude de penser que le crédit représente une assistance venue de l'étranger, et qu'il s'agit d'un cadeau qu'il n'est pas obligatoire de rendre. Cela explique les très mauvais résultats des essais antérieurs de microcrédit.

L'UCACEC voulait relever ce défi : reconstituer la confiance de la population au sujet de KELEMBA Épargne, attirer les petits entrepreneurs vers nos caisses populaires et démontrer la proximité et la fiabilité de nos services. Nous avons obtenu de bons résultats en associant les prêts à la capacité d'épargne des femmes. Cela est dû en grande partie aux efforts de promotion et de contrôle des dirigeants des caisses populaires.

Ces produits prouvent de façon concrète qu'il existe une épargne financière en RCA, qu'elle peut être mobilisée et qu'il est possible d'accorder des prêts avec des taux de remboursement satisfaisants.

4. La RCA est-elle trop instable pour la microfinance ?

Davide : Actuellement, après la crise, la RCA a atteint un niveau de stabilité suffisant pour promouvoir les activités de microfinance. En 2005, le PNUD a soutenu diverses initiatives pour renforcer le cadre institutionnel responsable de la microfinance (Unité de Microfinance, APEMF-CA : Association professionnelle des établissements de microfinance en RCA et Cellule nationale) et redémarrer les activités du FMI. Un nouveau réseau de caisses populaires, l'Union Centrafricaine des Caisses d'Épargne et de Crédit (l'UCACEC), a été créé en octobre 2005 et exerce son activité dans les régions stables et



également dans les régions moins stables de ce pays. Le cas de l'adhérent de l'UCACEC établi à Bossanga montre qu'il est possible de mener des activités régulières de microfinance, en obtenant de bons résultats, dans une région qui se remet d'une très longue période d'instabilité. Alors qu'elle n'avait bénéficié que d'un appui technique et financier très limité pour rénover ses bureaux et renforcer les capacités de son personnel, cette caisse populaire a réussi à offrir des crédits et de nouveaux produits d'épargne, notamment aux femmes.

Pleins feux sur le KELEMBA : Modeste Gbaoui nous explique ce que sont KELEMBA Épargne et KELEMBA Crédit

Avec KELEMBA Épargne, les collecteurs de dépôts de l'UCACEC recueillent l'épargne des microentrepreneurs tous les jours sur leur lieu de travail. Il existe deux versions de KELEMBA Épargne : KELEMBA Express, avec lequel les

adhérents déposent le même montant tous les jours, et KELEMBA Mobile, avec lequel il peut déposer le montant différent chaque jour. Chaque fin de mois, le client reçoit la totalité de la somme épargnée pendant le mois, diminuée d'une petite commission qui est reversée à la caisse populaire (environ 3 ou 4 % du montant mobilisé durant le mois).

KELEMBA Épargne est associé à KELEMBA Crédit, un type de microcrédit. Ce lien permet de donner accès au crédit aux femmes qui utilisent KELEMBA Épargne pour épargner régulièrement.

Ces femmes constituent des groupes de 4 à 9 membres. Elles décident de l'ordre dans lequel chacune d'entre elles reçoit un prêt. Nous commençons par accorder des prêts à 2 ou 3 femmes par groupe, dans l'ordre qu'elles ont établi. Une fois que les premières emprunteuses ont remboursé leur prêt, c'est le tour des autres.

Le remboursement est exécuté automatiquement par le biais de dépôts effectués auprès de KELEMBA Épargne pendant une durée de deux mois. Par exemple, si une femme envisage un prêt de 30 000 FCFA (environ 60 \$US), nous commençons par évaluer son historique d'épargne avec KELEMBA ainsi que la réputation dont elle jouit au sein de son groupe. Si l'analyse est positive, elle a droit, de même que 2 ou 3 autres femmes de son groupe, à un prêt de 30 000 FCFA.

La cliente sait depuis le début qu'elle doit déposer 600 FCFA (environ 1,10 \$US) par jour à KELEMBA Épargne pendant deux mois. Durant cette période, elle doit déposer un montant total de 36 000 FCFA. À la fin des deux mois, le chargé de compte soustrait le principal, l'intérêt (2,5 % mensuel), les frais de dossier et les frais administratifs pour KELEMBA Épargne. S'il reste de l'argent, il est reversé à la cliente.

Si une femme désire recevoir des prêts supplémentaires de façon plus régulière, elle doit, au bout d'un certain temps, acquérir 10 parts de la caisse populaire, et donc devenir adhérente à part entière.

Les phases de conception et de lancement du produit ont été les plus coûteuses pour les caisses populaires. En ce qui concerne la gestion quotidienne du produit, les coûts les plus importants sont ceux associés aux collecteurs de dépôts, qui génèrent environ la moitié des revenus de KELEMBA. Il reste encore les coûts administratifs et de fournitures (registres, documentation, etc.).

Certaines caisses populaires parviennent actuellement à payer une grande partie de leurs coûts avec les revenus générés par le produit KELEMBA. Par exemple, une caisse populaire possède 600 clients KELEMBA. Elle collecte en moyenne chaque mois, 3 000 000 FCFA (environ 6 000 \$US). Les revenus qu'elle génère grâce à KELEMBA s'établissent à environ 120 000 FCFA (235 \$), dont 40 % permettent de couvrir les frais généraux de la caisse populaire (loyer, salaire du directeur) et 60 % couvrent les coûts d'exploitation de KELEMBA (les collecteurs de dépôts par exemple).

KELEMBA Épargne et KELEMBA Crédit ont eu un impact financier mais également un impact social. Ces produits génèrent des ressources financières pour les caisses populaires mais, ce qui est plus important, ils fidélisent la clientèle des femmes.